Copie pour impression
Réception au contrôle de légalité le 05/02/2026 à 11h36
Réference de l'AR : 051-200043438-20260122-1662_2026-DE
Publié le 05/02/2026 ; Rendu exécutoire le 05/02/2026

République Française
*****
Département de la Marne

DELIBERATION
CONSEIL COMMUNAUTAIRE
Communauté de communes de la Moivre à la Coole
*****
SEANCE DU 22 JANVIER 2026

Nombre de Membres		
Membres en exercice	Présents	Votants
44	**35**	**35 + 4 pouvoirs**

Date de convocation
16 janvier 2026

L'an deux mille vingt-six, le vingt-deux janvier à vingt heures, le Conseil communautaire, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, en Conseil communautaire, qui a eu lieu Salle des fêtes de Cheppes-la-Prairie, sous la présidence de **Julien VALENTIN**, Président.

Présents : **Michel ADNET, Milène ADNET, Didier APPERT, Jean-Claude ARNOULD, Philippe BIAL, Alexandre BODIN, Aurélie CHAMPAGNAC, Stéphane CHARNOTET, Carole CHOSROES, Marc DEFORGE, Célia DUVAL, Etienne HERISSANT, Ludovic JACOB, Michel JACQUET, Maxime JOLY, Raymond LAPIE, Raphaël LEONE, Julien MAS, William MATHIEU, André MELLIER, Hélène MOINEAU, Victor OURY, Joël PERARDEL, Maurice PIERRE, Eric PIGNY, Jean-Jacques PILLET, Daniel PONSIGNON, Catherine PUJOL, Céline ROBERT, Jérôme ROUSSINET, René SCHULLER, Dominique THIEBAUX, Julien VALENTIN, Eric VETU, Noël VOISIN DIT LA CROIX.**

Absents : **Françoise DROUIN, Jean-Christophe MANGEART, Jean-Marie ROSSIGNON, Murielle STEPHAN, Anne BRAZE.**

Représentés : **Gérard ACOSTA pouvoir donné à Ludovic JACOB, Alexandre BREMONT pouvoir donné à Aurélie CHAMPAGNAC, Catherine DIDIERGEORGE pouvoir donné à Stéphane CHARNOTET, Evelyne DRAN pouvoir donné à Catherine PUJOL, Daniel HERBILLON titulaire de Dominique THIEBAUX, Freddy MELLET titulaire de Julien MAS.**

Monsieur Joël PERARDEL a été nommé secrétaire de séance.

Objet : Arrêt projet et bilan de la concertation PLUi
N° de délibération : 1662_2026

Conseillers présents	*Suffrages exprimés avec pouvoir*	*Pour*	*Contre*	*Abstention*	*Non participant*
35	*4*	*36*	*1*	*2*	*0*

Arrêt du projet de Plan Local d'Urbanisme intercommunal et bilan de la concertation

I – Rappel du contexte et objet de la délibération

Monsieur le Président rappelle que l'évolution du cadre législatif en matière d'urbanisme et d'aménagement du territoire a renforcé les exigences applicables aux documents de planification, notamment en matière de maîtrise de la consommation de l'espace, de préservation des continuités écologiques et de prise en compte des enjeux environnementaux et climatiques.

Dans ce contexte, la Communauté de communes de la Moivre à la Coole a engagé l'élaboration d'un Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi), afin de se doter d'un document unique définissant un projet de développement cohérent, équilibré et partagé à l'échelle de l'ensemble de son territoire, composé de vingt-huit communes, en substitution progressive aux documents communaux existants et au règlement national d'urbanisme.

La présente délibération, prise en application des articles L.153-14 et R.153-3 du Code de l'urbanisme, a pour objet de tirer le bilan de la concertation menée dans le cadre de l'élaboration du PLUi et d'arrêter le projet de PLUi en vue de sa transmission pour avis.

II – Débats sur le PADD, collaboration intercommunale et concertation

- **A – Débats sur les orientations générales du PADD**

Conformément aux dispositions du Code de l'urbanisme, les orientations générales du Projet d'Aménagement et de Développement Durables ont fait l'objet de débats au sein du conseil communautaire et des conseils municipaux des communes membres.

Les orientations débattues traduisent plusieurs enjeux structurants, notamment l'articulation entre la trajectoire de sobriété foncière et le maintien de l'attractivité résidentielle, la territorialisation différenciée des objectifs d'habitat et de développement, la faisabilité opérationnelle des orientations au regard des contraintes techniques et environnementales, ainsi que la lisibilité du PADD et sa traduction dans les pièces opposables du PLUi.

- **B – Collaboration avec les communes membres**

Conformément aux modalités de gouvernance arrêtées par la Communauté de communes, les communes membres ont été étroitement associées à l'ensemble de la phase d'élaboration du projet de PLUi, au travers de réunions, d'ateliers thématiques, de formations, de groupes de travail et d'échanges réguliers avec les services communautaires.

Cette collaboration a conduit à la formulation d'un nombre significatif de demandes d'ajustement et de propositions communales, portant tant sur le zonage, le règlement écrit, les OAP que sur la lisibilité générale du document.

- **C – Bilan de la concertation**

Engagée lors de la prescription du PLUi par délibération n° 529-2017 du conseil communautaire en date du 12 juillet 2017 puis abrogée et represcrit par délibération du conseil communautaire n°1047-2021 en date du 17 juin 2021, la concertation préalable à l'arrêt du projet a été menée conformément aux modalités fixées par le Conseil communautaire, en application des articles L.103-2 et suivants et L.103-6 du Code de l'urbanisme.

Le bilan de la concertation, retraçant l'ensemble des modalités mises en œuvre, les contributions recueillies et la manière dont elles ont été prises en compte, est présenté en annexe à la présente délibération.

III – Le projet de PLUi soumis à l'arrêt

- **A – Contenu du projet de PLUi prêt à être arrêté**

Le projet de Plan Local d'Urbanisme intercommunal prêt à être arrêté comprend l'ensemble des pièces prévues par le Code de l'urbanisme, à savoir :

- Un rapport de présentation comprenant notamment le diagnostic du territoire, l'état initial de l'environnement, la justification des choix, l'évaluation environnementale et les indicateurs de suivi ;
- Un Projet d'Aménagement et de Développement Durables ;
- Des Orientations d'Aménagement et de Programmation sectorielles et thématiques ;
- Un règlement écrit ;
- Un règlement graphique ;
- Des annexes, comprenant notamment les servitudes d'utilité publique.

Le dossier de PLUi arrêté est annexé à la présente délibération et consultable au siège de la Communauté de communes de la Moivre à la Coole ainsi que dans les mairies des vingt-huit communes membre.

B – Principales orientations du PADD

Le Projet d'Aménagement et de Développement Durables constitue la pièce maîtresse du PLUi et en exprime le cœur politique. Il définit les orientations générales d'aménagement et d'urbanisme retenues pour l'ensemble du territoire intercommunal.

Le PADD s'articule autour de trois axes structurants :

- Préserver la qualité du cadre de vie, les paysages, le patrimoine et les formes urbaines ;
- Renforcer les dynamiques territoriales et l'attractivité résidentielle, économique et agricole ;
- Gérer durablement les ressources et accompagner les transitions environnementales et énergétiques.
- **C – Orientations d'aménagement et de programmation**

Les orientations du PADD sont déclinées de manière opérationnelle au travers des orientations d'aménagement et de programmation.

Les OAP thématiques apportent un cadre transversal sur des enjeux structurants, notamment la trame verte et bleue, la relation entre la Vesle et le bourg de Courtisols, ainsi que le développement des énergies renouvelables.

Les OAP sectorielles portent sur un nombre volontairement limité de secteurs. Deux OAP sont dédiées au développement économique, relative à l'extension de la zone d'activités de Courtisols et de Pogny. Les autres OAP sectorielles concernent des secteurs à vocation résidentielle, correspondant à des projets d'extension ou de densification de taille limitée, situés au sein ou en continuité immédiate des enveloppes urbaines existantes.

- **D – Objectifs de production de logements et consommation d'ENAF**

Le projet de PLUi fixe un objectif de production de 460 logements à l'horizon du document.
La production de logements est prioritairement orientée vers le renouvellement urbain et la densification maîtrisée des enveloppes urbaines existantes.

Dans une logique de sobriété foncière progressive et de trajectoire vers le Zéro Artificialisation Nette, la consommation foncière maximale nécessaire à la mise en œuvre du projet est calibrée à 11.1 hectares pour l'habitat et 11.3 hectares pour le développement économique, avec une réduction de moitié de la consommation des espaces agricoles et naturels à l'horizon 2031.

IV – Organisation d'une enquête publique unique

Le futur Plan Local d'Urbanisme intercommunal a vocation à couvrir l'intégralité du territoire de la Communauté de communes de la Moivre à la Coole, actuellement régi par des documents d'urbanisme de nature différente.

Conformément au Code de l'urbanisme, l'approbation du PLUi entraînera l'abrogation de plein droit des plans locaux d'urbanisme communaux. En revanche, les cartes communales ne sont pas abrogées de plein droit.

Dès lors, conformément à l'article R.163-10 du Code de l'urbanisme, l'abrogation des cartes communales existantes interviendra à l'issue d'une enquête publique unique, organisée concomitamment sur le projet de PLUi et sur l'abrogation des cartes

communales, afin d'assurer une information complète du public et la cohérence de la procédure.

En conséquence il est proposé :

- d'arrêter et de tirer le bilan de la concertation de l'élaboration du PLUi de la CCMC, tel que présenté ci-avant et annexé à la présente délibération ;

- d'arrêter le projet de PLUi tel qu'annexé à la présente délibération ;

- d'acter l'organisation d'une enquête publique unique qui portera à la fois sur le projet de PLUi de la CCMC et sur l'abrogation des cartes communales des communes du territoire de la CCMC qui en disposent.

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment l'article L.5214-16 ;

Vu le Code des relations entre le public et l'administration et notamment son article L. 242-1 et suivants ;

Vu le Code de l'urbanisme et notamment ses articles L. 103-2 et suivants ;

Vu les lois « Solidarité et renouvellement urbain » du 13 décembre 2000 et « urbanisme et habitat » du 02 juillet 2003 ;

Vu les lois « Engagement national pour le logement » du 13 juillet 2006 et du 12 juillet 2010 ;

Vu la loi « Modernisation de l'agriculture et de la pêche » du 27 juillet 2010 et la « loi d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt » du 14 octobre 2014 ;

Vu la loi n° 2014-386 du 24 mars 2014 pour l'accès au logement et un urbanisme rénové dite loi ALUR ;

Vu la loi n° 2014-1545 du 20 décembre 2014 relative à la simplification des entreprises et portant diverses dispositions de simplification et de clarification du droit et des procédures administratives ;

Vu la loi n° 2015-991 du 07 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République dite loi NOTRe ;

Vu la délibération n° 351/2016 en date du 19 mai 2016 portant avis favorable sur le projet d'extension du périmètre du territoire de la Communauté de communes de la Moivre à la Coole aux communes de Courtisols, Poix et Somme-Vesle ;

Vu la délibération n° 361/2016 en date du 22 septembre approuvant les statuts de la communauté de communes ;

Vu la loi n° 2018-1021 du 23 novembre 2018 portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique ;

Vu la délibération du Comité syndical n° 240 en date du 08 octobre 2019 approuvant le projet de Schéma de Cohérence Territoriale du Pays de Châlons-en-Champagne ;

Vu la délibération n° 433-2017 en date du 19 janvier 2017 modifiant les statuts de la Communauté de communes et prévoyant notamment la prise de la compétence « plan local d'urbanisme, document d'urbanisme en tenant lieu et carte communale » ;

Vu la délibération n° 529/2017 en date du 12 juillet 2017 fixant l'élaboration d'un plan local d'urbanisme intercommunal (PLUI) sur le territoire de la Communauté de communes de la Moivre à la Coole ;

Vu la conférence intercommunale des Maires, prévue à l'article L. 153-8 du Code de l'urbanisme s'étant réunie en date du 02 juin 2021 ;

Vu la délibération n°1047 en date du 17 juin 2021 qui ABROGE la délibération n° 529/2017 prescrivant l'élaboration d'un Plan Local d'Urbanisme intercommunal sur l'ensemble de son territoire regroupant 28 communes et qui PRESCRIT l'élaboration d'un Plan Local d'Urbanisme intercommunal sur l'ensemble de son territoire regroupant 28 communes, conformément aux dispositions de l'article L.153-11 du Code de l'urbanisme

Vu l'article L.151-2 du Code de l'urbanisme,

Vu l'article L.151-5 du Code de l'urbanisme,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment les dispositions relatives aux compétences en matière d'urbanisme ;

Vu le Code de l'urbanisme et en particulier les articles L.153-11 et suivants,

Vu le Code de l'environnement, et notamment ses articles L. 122-4 et R. 122-17 relatifs à l'évaluation environnementale de différents schémas, plans et programmes ;

Vu les avis émis par les communes sur la première version du PADD ci-dessous :

Vu la délibération n°2023-03 en date du 20 février 2023 de la commune de BREUVERY-SUR-COOLE prenant acte de la présentation des orientations générales du PADD et de la tenue d'un débat sur les orientations générales du PADD ;

Vu la délibération n°04.2023 en date du 20 février 2023 de la commune de CERNON prenant acte de la présentation des orientations générales du PADD et de la tenue d'un débat sur les orientations générales du PADD ;

Vu la délibération n°478 en date du 22 février 2023 de la commune de CHEPPES-LA-PRAIRIE prenant acte de la présentation des orientations générales du PADD et de la tenue d'un débat sur les orientations générales du PADD ;

Vu la délibération n°1506/2023 en date du 14 février 2023 de la commune de CHEPY prenant acte de la présentation des orientations générales du PADD et de la tenue d'un débat sur les orientations générales du PADD ;

Vu la délibération n°02.2023 en date du 22 février 2023 de la commune de COUPETZ prenant acte de la présentation des orientations générales du PADD et de la tenue d'un débat sur les orientations générales du PADD ;

Vu la délibération n° D06 2023 en date du février 2023 de la commune de COUPEVILLE prenant acte de la présentation des orientations générales du PADD et de la tenue d'un débat sur les orientations générales du PADD ;

Vu la délibération n°2023/5 en date du 27 février 2023 de la commune de COURTISOLS prenant acte de la présentation des orientations générales du PADD et de la tenue d'un débat sur les orientations générales du PADD ;

Vu la délibération n°2023-02-01 en date du 08 février 2023 de la commune de DAMPIERRE-SUR-MOIVRE prenant acte de la présentation des orientations générales du PADD et de la tenue d'un débat sur les orientations générales du PADD ;

Vu le procès-verbal du conseil municipal qui s'est tenu en date du 07 février 2023 de la commune de ECURY-SUR-COOLE prenant acte de la présentation des orientations générales du PADD et de la tenue d'un débat sur les orientations générales du PADD ;

Vu la délibération n°2023_004 en date du 23 février 2023 février 2023 de la commune de FAUX-VESIGNEUL prenant acte de la présentation des orientations générales du PADD et de la tenue d'un débat sur les orientations générales du PADD ;

Vu la délibération n° 01-2023 en date du 07 février 2023 de la commune de FRANCHEVILLE prenant acte de la présentation des orientations générales du PADD et de la tenue d'un débat sur les orientations générales du PADD ;

Vu la délibération n°01-2023 en date du 13 février 2023 de la commune de LE FRESNE prenant acte de la présentation des orientations générales du PADD et de la tenue d'un débat sur les orientations générales du PADD ;

Vu la délibération n° 1823 en date du 23 février 2023 de la commune de MAIRY-SUR-MARNE prenant acte de la présentation des orientations générales du PADD et de la tenue d'un débat sur les orientations générales du PADD ;

Vu la délibération n°02012023 en date du 21 février 2023 de la commune de MARSON prenant acte de la présentation des orientations générales du PADD et de la tenue d'un débat sur les orientations générales du PADD ;

Vu la délibération n° 2023_0001 en date du 20 février 2023 de la commune de MOIVRE prenant acte de la présentation des orientations générales du PADD et de la tenue d'un débat sur les orientations générales du PADD ;

Vu la délibération n°06/2023 en date du 06 février 2023 de la commune de NUISEMENT-SUR-COOLE prenant acte de la présentation des orientations générales du PADD et de la tenue d'un débat sur les orientations générales du PADD ;

Vu la délibération n° 05/2023 en date du 13 février 2023 de la commune de OMEY prenant acte de la présentation des orientations générales du PADD et de la tenue d'un débat sur les orientations générales du PADD ;

Vu la délibération n°2023/01/0006 en date du 13 février 2023 de la commune de POGNY prenant acte de la présentation des orientations générales du PADD et de la tenue d'un débat sur les orientations générales du PADD ;

Vu la délibération n°2023_002 en date du22 février 2023 de la commune de POIX prenant acte de la présentation des orientations générales du PADD et de la tenue d'un débat sur les orientations générales du PADD ;

Vu la délibération n°15/2023 en date du 06 février 2023 de la commune de SAINT-GERMAIN-LA-VILLE prenant acte de la présentation des orientations générales du PADD et de la tenue d'un débat sur les orientations générales du PADD ;

Vu la délibération de la commune de SAINT-JEAN-SUR-MOIVRE prenant acte de la présentation des orientations générales du PADD et de la tenue d'un débat sur les orientations générales du PADD ;

Vu la délibération n°2023/2 en date du 27 février 2023 de la commune de SAINT-MARTIN-AUX-CHAMPS prenant acte de la présentation des orientations générales du PADD et de la tenue d'un débat sur les orientations générales du PADD ;

Vu la délibération n°2023-04 en date du 20 février 2023 de la commune de SAINT-QUENTIN-SUR-COOLE prenant acte de la présentation des orientations générales du PADD et de la tenue d'un débat sur les orientations générales du PADD ;

Vu la délibération en date du 22 février 2023 de la commune de SOGNY-AUX-MOULINS prenant acte de la présentation des orientations générales du PADD et de la tenue d'un débat sur les orientations générales du PADD ;

Vu la délibération n°2023-02-003 en date du 27 février 2023 de la commune de SOMME-VESLE prenant acte de la présentation des orientations générales du PADD et de la tenue d'un débat sur les orientations générales du PADD ;

Vu la délibération en date du 14 février 2023 de la commune de TOGNY-AUX-BŒUFS prenant acte de la présentation des orientations générales du PADD et de la tenue d'un débat sur les orientations générales du PADD ;

Vu les avis émis par les communes sur la seconde version du PADD ci-dessous :

Vu la délibération n°05-2023 en date du 09 février 2023 de la commune de VESIGNEUL-SUR-MARNE prenant acte de la présentation des orientations générales du PADD et de la tenue d'un débat sur les orientations générales du PADD ;

Vu la délibération n°2513 en date du 14 février 2023 de la commune de VITRY-LA-VILLE prenant acte de la présentation des orientations générales du PADD et de la tenue d'un débat sur les orientations générales du PADD ;

Vu la délibération n°1262-2023 en date du 28 février 2023 actant de la présentation et du débat sur les orientations générales du PADD

Vu la délibération n°1620-2025 en date du 16 octobre 2025 actant d'une présentation et d'un débat complémentaire sur le PADD

Vu la délibération n°2025-019 en date du 06 novembre2025 de la commune de BREUVERY-SUR-COOLE prenant acte de la présentation des orientations générales du PADD et de la tenue d'un débat sur les orientations générales du PADD ;

Vu la délibération n°09.2025 en date du 28 octobre 2025 de la commune de CERNON prenant acte de la présentation des orientations générales du PADD et de la tenue d'un débat sur les orientations générales du PADD ;

Vu la délibération n°525 en date du 13 novembre 2025 de la commune de CHEPPES-LA-PRAIRIE prenant acte de la présentation des orientations générales du PADD et de la tenue d'un débat sur les orientations générales du PADD ;

Vu la délibération n°1582/2025 en date du 16 décembre 2025 de la commune de CHEPY prenant acte de la présentation des orientations générales du PADD et de la tenue d'un débat sur les orientations générales du PADD ;

Vu la délibération n°24.2025 en date du 10 décembre 2025 de la commune de COUPETZ prenant acte de la présentation des orientations générales du PADD et de la tenue d'un débat sur les orientations générales du PADD ;

Vu la délibération n° D22 2025 en date du 24 novembre 2025 de la commune de COUPEVILLE prenant acte de la présentation des orientations générales du PADD et de la tenue d'un débat sur les orientations générales du PADD ;

Vu la délibération n°2025/34 en date du 06 novembre 2025 de la commune de COURTISOLS prenant acte de la présentation des orientations générales du PADD et de la tenue d'un débat sur les orientations générales du PADD ;

Vu le Code de l'urbanisme, et notamment l'article L.153-12, alinéa 2, en tant qu'il prévoit que le débat sur les orientations générales du projet d'aménagement et de développement durables est réputé avoir été tenu, pour la commune de DAMPIERRE-SUR-MOIVRE, à défaut de transmission d'une délibération du conseil municipal dans le délai de deux mois suivant l'examen du projet par le conseil communautaire ;

Vu la délibération n°3010 en date du 07 février 2023 de la commune de ECURY-SUR-COOLE prenant acte de la présentation des orientations générales du PADD et de la tenue d'un débat sur les orientations générales du PADD ;

Vu la délibération n°18-2025 en date du 27 octobre 2025 de la commune de FAUX-VESIGNEUL prenant acte de la présentation des orientations générales du PADD et de la tenue d'un débat sur les orientations générales du PADD ;

Vu la délibération n° 22-2025 en date du 01 décembre 2025 de la commune de FRANCHEVILLE prenant acte de la présentation des orientations générales du PADD et de la tenue d'un débat sur les orientations générales du PADD ;

Vu la délibération n°22-2025 en date du 15 décembre 2025 de la commune de LE FRESNE prenant acte de la présentation des orientations générales du PADD et de la tenue d'un débat sur les orientations générales du PADD ;

Vu la délibération n° 1936 en date du 13 novembre 2025 de la commune de MAIRY-SUR-MARNE prenant acte de la présentation des orientations générales du PADD et de la tenue d'un débat sur les orientations générales du PADD ;

Vu la délibération n°07012025 en date du 25 novembre 2025 de la commune de MARSON prenant acte de la présentation des orientations générales du PADD et de la tenue d'un débat sur les orientations générales du PADD ;

Vu la délibération n° 015-2025 en date du 26 novembre 2025 de la commune de MOIVRE prenant acte de la présentation des orientations générales du PADD et de la tenue d'un débat sur les orientations générales du PADD ;

Vu la délibération n°30/2025 en date du 03 novembre 2025 de la commune de NUISEMENT-SUR-COOLE prenant acte de la présentation des orientations générales du PADD et de la tenue d'un débat sur les orientations générales du PADD ;

Vu la délibération n° 36/2025 en date du 17 novembre 2025 de la commune de OMEY prenant acte de la présentation des orientations générales du PADD et de la tenue d'un débat sur les orientations générales du PADD ;

Vu la délibération n°202501/135 en date du 24 novembre 2025 de la commune de POGNY prenant acte de la présentation des orientations générales du PADD et de la tenue d'un débat sur les orientations générales du PADD ;

Vu la délibération n°12-2025 en date du 19 novembre 2025 de la commune de POIX prenant acte de la présentation des orientations générales du PADD et de la tenue d'un débat sur les orientations générales du PADD ;

Vu la délibération n°23/2025 en date du 27 octobre 2025 de la commune de SAINT-GERMAIN-LA-VILLE prenant acte de la présentation des orientations générales du PADD et de la tenue d'un débat sur les orientations générales du PADD ;

Vu la délibération n°2025-12-05 en date du 09 décembre 2025 de la commune de SAINT-JEAN-SUR-MOIVRE prenant acte de la présentation des orientations générales du PADD et de la tenue d'un débat sur les orientations générales du PADD ;

Vu le Code de l'urbanisme, et notamment l'article L.153-12, alinéa 2, en tant qu'il prévoit que le débat sur les orientations générales du projet d'aménagement et de développement durables est réputé avoir été tenu, pour la commune de SAINT-MARTIN-AUX-CHAMPS, à défaut de transmission d'une délibération du conseil municipal dans le délai de deux mois suivant l'examen du projet par le conseil communautaire ;

Vu le Code de l'urbanisme, et notamment l'article L.153-12, alinéa 2, en tant qu'il prévoit que le débat sur les orientations générales du projet d'aménagement et de développement durables est réputé avoir été tenu, pour la commune de SAINT-QUENTIN-SUR-COOLE, à défaut de transmission d'une délibération du conseil municipal dans le délai de deux mois suivant l'examen du projet par le conseil communautaire ;

Vu la délibération 2025/19 en date du 05 novembre 2025 de la commune de SOGNY-AUX-MOULINS prenant acte de la présentation des orientations générales du PADD et de la tenue d'un débat sur les orientations générales du PADD ;

Vu la délibération n°2025-11-001 en date du 02 décembre 2025 de la commune de SOMME-VESLE prenant acte de la présentation des orientations générales du PADD et de la tenue d'un débat sur les orientations générales du PADD ;

Vu la délibération n°21-2025 en date du 01 décembre 2025 de la commune de TOGNY-AUX-BŒUFS prenant acte de la présentation des orientations générales du PADD et de la tenue d'un débat sur les orientations générales du PADD ;

Vu la délibération n°09-2025 en date du 27 novembre 2025 de la commune de VESIGNEUL-SUR-MARNE prenant acte de la présentation des orientations générales du PADD et de la tenue d'un débat sur les orientations générales du PADD ;

Vu le Code de l'urbanisme, et notamment l'article L.153-12, alinéa 2, en tant qu'il prévoit que le débat sur les orientations générales du projet d'aménagement et de développement durables est réputé avoir été tenu, pour la commune de VITRY-LA-VILLE, à défaut de transmission d'une délibération du conseil municipal dans le délai de deux mois suivant l'examen du projet par le conseil communautaire ;

Vu le bilan de la concertation tiré dans les conditions prévues à l'article L. 103-6 du Code de l'urbanisme et L. 120-1 du Code de l'environnement ;

Considérant que les orientations générales du PADD sont traduites dans les OAP et le règlement du PLUi ;

Considérant que le projet de PLUi a été élaboré en association avec les personnes publiques associées et en concertation avec le public ;

Considérant le bilan de la concertation annexé à la présente délibération ;

Considérant que le projet de PLUi est prêt à être arrêté ;

Considérant qu'il convient d'organiser une enquête publique unique portant sur le projet de PLUi et l'abrogation des cartes communales ;

Considérant que l'abrogation des cartes communales n'interviendra qu'à l'issue de l'approbation du PLUi, l'enquête publique unique ne préjugeant pas de la décision finale ;

Considérant que le bureau communautaire a été informé lors de sa séance du 12 janvier 2026.

Considérant que la commission urbanisme a été informé lors de la séance du 15 janvier 2026.

L**e Conseil communautaire décide :**

De tirer le bilan de la concertation relative à l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal de la Communauté de communes de la Moivre à la Coole, tel que présenté et annexé à la présente délibération.

D'arrêter le projet de Plan Local d'Urbanisme intercommunal de la Communauté de communes de la Moivre à la Coole, tel qu'annexé à la présente délibération.

De soumettre pour avis le projet de PLUi, conformément à l'article L.153-16 du Code de l'urbanisme :

- Aux personnes Publiques mentionnées aux articles L.132-7 et L132-9 du Code de l'urbanisme ;
- A la Commission Départementale de la Préservation des Espaces Naturels Agricoles et Forestier prévus à l'article L.112-1-1 du Code rural et de la pêche maritime

- A la chambre d’agriculture et à l'Institut national de l'origine et de la qualité dans les zones d'appellation d'origine contrôlée et, le cas échéant, du Centre national de la propriété forestière prévus à l’article R.153-6 du Code de l’Urbanisme .

D’acter l’organisation d’une enquête publique unique portant à la fois sur le projet de PLUi et sur l’abrogation des cartes communales des communes qui en disposent.

D’acter que le projet de PLUi sera soumis à enquête publique conformément à l’article L.153-19 du Code de l’urbanisme.

De rappeler que :

- Conformément à l’article R.153-4 du Code de l’Urbanisme, les personnes consultées en application des articles L. 153-16, L. 153-17 et R.153-6 donnent un avis dans les limites de leurs compétences propres, au plus tard trois mois après transmission du projet de plan. A défaut de réponse dans ce délai, ces avis sont réputés favorables ;
- Conformément à l’article R.153-5 du Code de l’urbanisme, l'avis sur le projet de plan arrêté, prévu à l'article L. 153-15, est rendu dans un délai de trois mois à compter de l'arrêt du projet. En l'absence de réponse à l'issue de ce délai, l'avis est réputé favorable ;
- Conformément à l’article R.153-3 du Code de l’Urbanisme, la délibération sera affichée pendant un mois au siège de l'établissement public de coopération intercommunale compétent et dans les mairies des communes membres concernées, ou en mairie.

Fait et délibéré les jour, mois et an susdits.
Pour extrait conforme
Affiché le 23 janvier 2026
Julien VALENTIN,
Président



Julien VALENTIN
2026.01.29 14:41:45 +0100
Ref:10301889-15533342-1-D
Signature numérique
le Président

Julien VALENTIN

Préfecture de la Marne

PRÉFET DE LA MARNE
Direction Départementale des Territoires de la Marne

Date: Juillet 2022

Plan Local d'Urbanisme Intercommunal

Communauté de Communes DE LA MOIVRE A LA COOLE

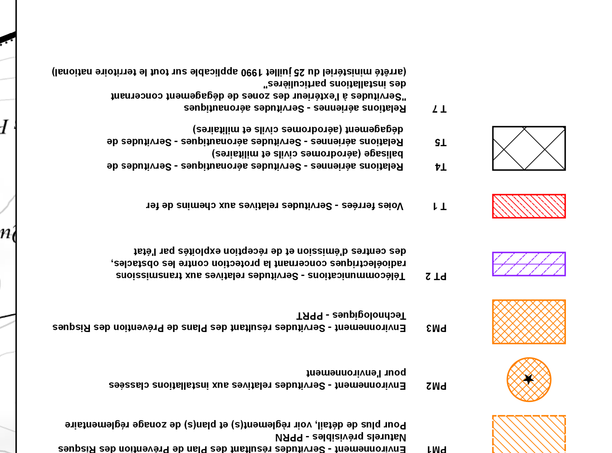
PORTER A CONNAISSANCE

Plan des servitudes

Planche 9/9

échelle: 1:10000

SERVITUDES_PAC
CC MOIVRE COOLE PA.QGS



AVERTISSEMENT
Certaines servitudes ne sont pas reportées sur la carte faute de réponses des gestionnaires de la ou des servitude(s).

REPRODUCTION INTERDITE
Source ©IGN-SCAN25®

LEGENDE

- A4 — Conservations des eaux - Servitudes concernant les terrains riverains des cours d'eau non domaniaux ou comptis dans l'emprise du lit de ces cours d'eau
- AC1 — Monuments historiques - Servitudes de protection des monuments historiques - monuments classés ou inscrits
- AC2 — Protection des sites - Servitudes de protection des sites et des monuments naturels - sites classés ou inscrits
- AS1 — Conservation des eaux - Servitudes relatant de l'instauration de périmètres de protection des eaux
- EL3 — Halage et marchepied — Halage inférieur - Servitudes de halage et de marchepied
- EL7 — Non matérialisé sur le plan (et bleu SUP) — Circulation routière - Servitudes d'alignement
- EL11 — Voies ferrées et servitudes d'alignements - Servitudes relatives aux voies ferrées et aux déviations d'agglomérations
- I1 et I3 — Non matérialisé voir planches spécifiques — Canalisations de transport d'hydrocarbures (détails cf liste SUP):
  I1 - Servitudes relatives à la traversée de l'urbanisation
  I3 - Servitudes d'implantation et de passage
- I4 — RTE - Electricité - Servitudes relatives à l'établissement des canalisations électriques
  - lignes aériennes
  - lignes souterraines
- I4 — ENEDIS - Electricité - Servitudes relatives à l'établissement des canalisations électriques
  - lignes aériennes
  - lignes souterraines
- JS1 — Jeunesse et Sports - Servitudes de protection des installations sportives
- PM1 — Non matérialisé sur le plan (et bleu SUP) — Environnement - Servitudes résultant des Plan de Prévention des Risques Naturels Prévisibles - PPRN
  Pour plus de détail, voir règlement(s) et plan(s) de zonage réglementaire
- PM2 — Environnement - Servitudes relatives aux installations classées pour l'environnement
- PM3 — Environnement - Servitudes résultant des Plans de Prévention des Risques Technologiques - PPRT
- PT 2 — Télécommunications - Servitudes relatives aux transmissions radioélectriques concernant la protection contre les obstacles, des centres d'émission et de réception exploités par l'état
- T 1 — Voies ferrées - Servitudes relatives aux chemins de fer
- T4 — Relations aériennes - Servitudes aéronautiques - Servitudes de balisage (aérodromes civils et militaires)
- T5 — Relations aériennes - Servitudes aéronautiques - Servitudes de dégagement (aérodromes civils et militaires)
- T7 — Relations aériennes - Servitudes aéronautiques - Servitudes à l'extérieur des zones de dégagement concernant des installations particulières.
  (arrêté ministériel du 25 juillet 1990 applicable sur tout le territoire national)

Préfecture de la Marne

PRÉFET DE LA MARNE
Liberté
Égalité
Fraternité

Direction Départementale des Territoires de la Marne

Date: Juillet 2022

Plan Local d'Urbanisme Intercommunal

Communauté de Communes

DE LA MOIVRE A LA COOLE

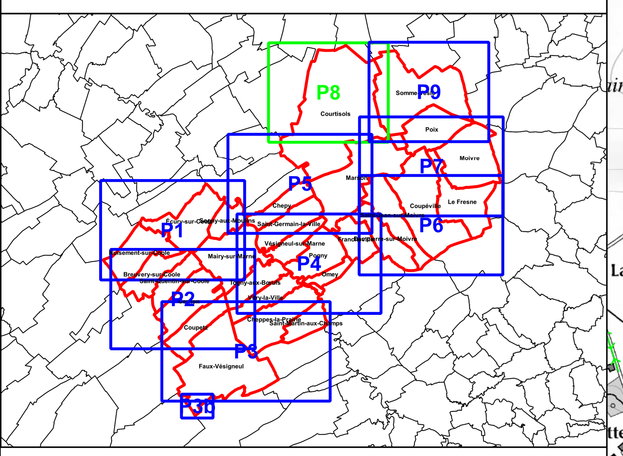
PORTER A CONNAISSANCE

Plan des servitudes

Planche 8/9

échelle: 1:10000

SERVITUDES_PAC_
CC_MOIVRE_COOLE_PI.QGS



AVERTISSEMENT
Certaines servitudes ne sont pas reportées sur la carte faute de réponses des gestionnaires de la ou des servitude(s).
La présente carte n'a qu'une valeur informative.

REPRODUCTION INTERDITE
Source: ©IGN-SCAN25®

LEGENDE

	A4	Conservations des eaux - Servitudes concernant les terrains riverains des cours d'eau non domaniaux ou compris dans l'emprise du lit de ces cours d'eau
	AC1	Monuments historiques - Servitudes de protection des monuments historiques - monuments classés ou inscrits
	AC2	Protection des sites - Servitudes de protection des sites et des monuments naturels - sites classés ou inscrits
	AS1	Conservations des eaux - Servitudes résultant de l'instauration de périmètres de protection des eaux
	EL3	Navigation intérieure - Servitudes de halage et de marchepied
Non matérialisé sur le plan (cf liste SUP)	EL7	Circulation routière - Servitudes d'alignement
	EL11	Voies express et déviations d'agglomérations - Servitudes relatives aux voies express et aux déviations d'agglomérations
Non matérialisé voir planches spécifiques	I1 et I3	Canalisations de transport d'Hydrocarbures (détails cf liste SUP): I1 - Servitudes relatives à la maîtrise de l'urbanisation I3 - Servitudes d'implantation et de passage
	I4	RTE - Electricité - Servitudes relatives à l'établissement des canalisations électriques - lignes aériennes - lignes souterraines
	I4	ENEDIS - Electricité - Servitudes relatives à l'établissement des canalisations électriques - lignes aériennes - lignes souterraines
Non matérialisé sur le plan (cf liste SUP)	JS1	Jeunesse et Sports - Servitudes de protection des installations sportives
	PM1	Environnement - Servitudes résultant des Plan de Prévention des Risques Naturels prévisibles - PPRN Pour plus de détail, voir règlement(s) et plan(s) de zonage réglementaire
	PM2	Environnement - Servitudes relatives aux installations classées pour l'environnement
	PM3	Environnement - Servitudes résultant des Plans de Prévention des Risques Technologiques - PPRT
	PT 2	Télécommunications - Servitudes relatives aux transmissions radioélectriques concernant la protection contre les obstacles, des centres d'émission et de réception exploités par l'état
	T 1	Voies ferrées - Servitudes relatives aux chemins de fer
	T4	Relations aériennes - Servitudes aéronautiques - Servitudes de balisage (aérodromes civils et militaires)
	T5	Relations aériennes - Servitudes aéronautiques - Servitudes de dégagement (aérodromes civils et militaires)
	T 7	Relations aériennes - Servitudes aéronautiques "Servitudes à l'extérieur des zones de dégagement concernant des installations particulières" (arrêté ministériel du 25 juillet 1990 applicable sur tout le territoire national)

Préfecture de la Marne

PRÉFET DE LA MARNE
Liberté Égalité Fraternité

Direction Départementale des Territoires de la Marne

Date: Juillet 2022

Plan Local d'Urbanisme Intercommunal

Communauté de Communes

DE LA MOIVRE A LA COOLE

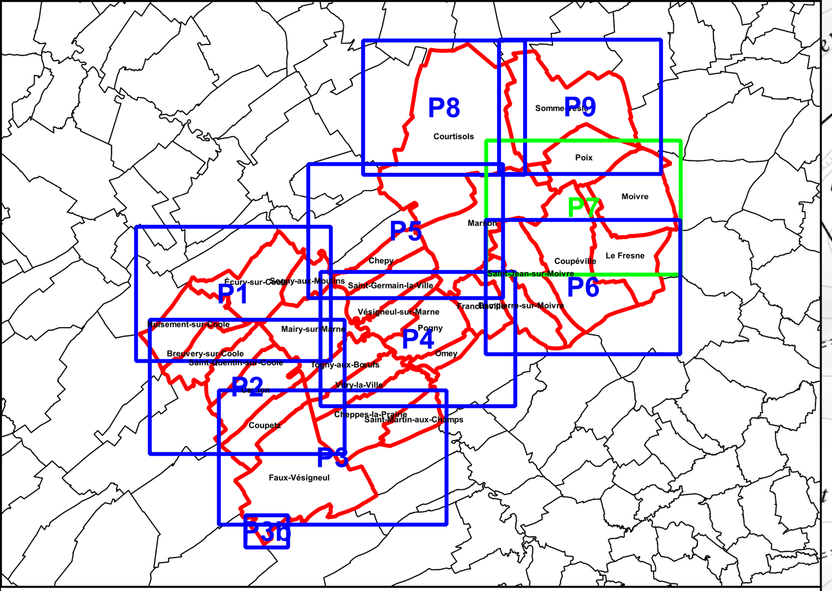
PORTER A CONNAISSANCE

Plan des servitudes

Planche 7/9

échelle: 1:10000

SERVITUDES_PAC_CC_MOIVRE_COOLE_P7.QGS

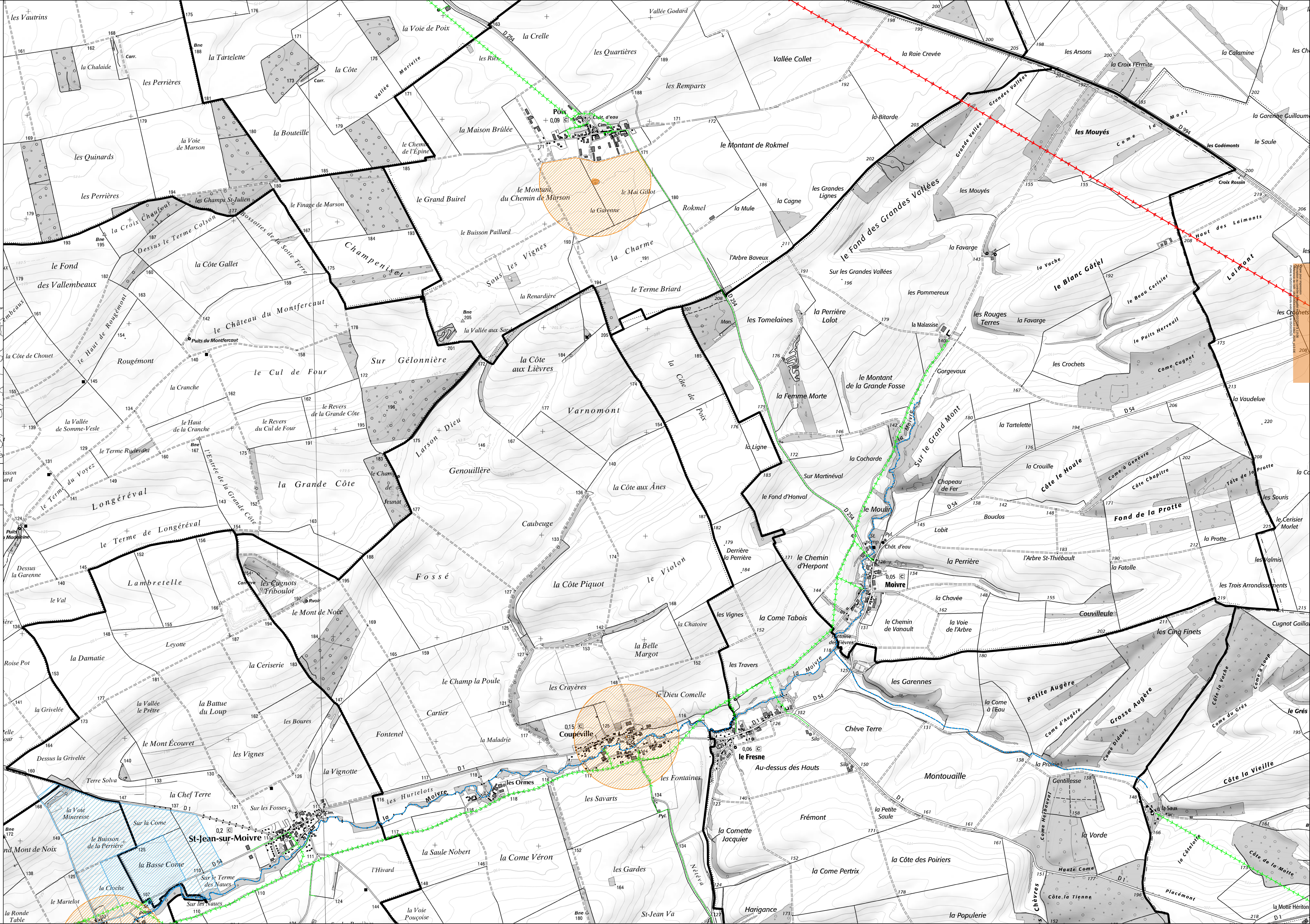


AVERTISSEMENT
Certaines servitudes ne sont pas reportées sur la carte faute de réponses des gestionnaires de la ou des servitude(s).
La présente carte n'a qu'une valeur informative.

REPRODUCTION INTERDITE
Source: ©IGN-SCAN25®

LEGENDE

A4	Conservations des eaux - Servitudes concernant les terrains riverains des cours d'eau non domaniaux ou compris dans l'emprise du lit de ces cours d'eau
AC1	Monuments historiques - Servitudes de protection des monuments historiques - monuments classés ou inscrits
AC2	Protection des sites - Servitudes de protection des sites et des monuments naturels - sites classés ou inscrits
AS1	Conservations des eaux - Servitudes résultant de l'instauration de périmètres de protection des eaux
EL3	Navigation intérieure - Servitudes de halage et de marchepied
EL7 (Non matérialisé sur le plan (cf liste SUP))	Circulation routière - Servitudes d'alignement
EL11	Voies express et déviations d'agglomérations - Servitudes relatives aux voies express et aux déviations d'agglomérations
I1 et I3 (Non matérialisé voir planches spécifiques)	Canalisations de transport d'Hydrocarbures (détails cf liste SUP): I1 - Servitudes relatives à la maîtrise de l'urbanisation; I3 - Servitudes d'implantation et de passage
I4	RTE - Electricité - Servitudes relatives à l'établissement des canalisations électriques - lignes aériennes - lignes souterraines
I4	ENEDIS - Electricité - Servitudes relatives à l'établissement des canalisations électriques - lignes aériennes - lignes souterraines
JS1 (Non matérialisé sur le plan (cf liste SUP))	Jeunesse et Sports - Servitudes de protection des installations sportives
PM1	Environnement - Servitudes résultant des Plan de Prévention des Risques Naturels prévisibles - PPRN. Pour plus de détail, voir règlement(s) et plan(s) de zonage réglementaire
PM2	Environnement - Servitudes relatives aux installations classées pour l'environnement
PM3	Environnement - Servitudes résultant des Plans de Prévention des Risques Technologiques - PPRT
PT 2	Télécommunications - Servitudes relatives aux transmissions radioélectriques concernant la protection contre les obstacles, des centres d'émission et de réception exploités par l'état
T 1	Voies ferrées - Servitudes relatives aux chemins de fer
T4	Relations aériennes - Servitudes aéronautiques - Servitudes de balisage (aérodromes civils et militaires)
T5	Relations aériennes - Servitudes aéronautiques - Servitudes de dégagement (aérodromes civils et militaires)
T 7	Relations aériennes - Servitudes aéronautiques "Servitudes à l'extérieur des zones de dégagement concernant des installations particulières" (arrêté ministériel du 25 juillet 1990 applicable sur tout le territoire national)



Préfecture de la Marne

PRÉFET DE LA MARNE
Liberté Égalité Fraternité

Direction Départementale des Territoires de la Marne

Date: Juillet 2022

Plan Local d'Urbanisme Intercommunal

Communauté de Communes

DE LA MOIVRE A LA COOLE

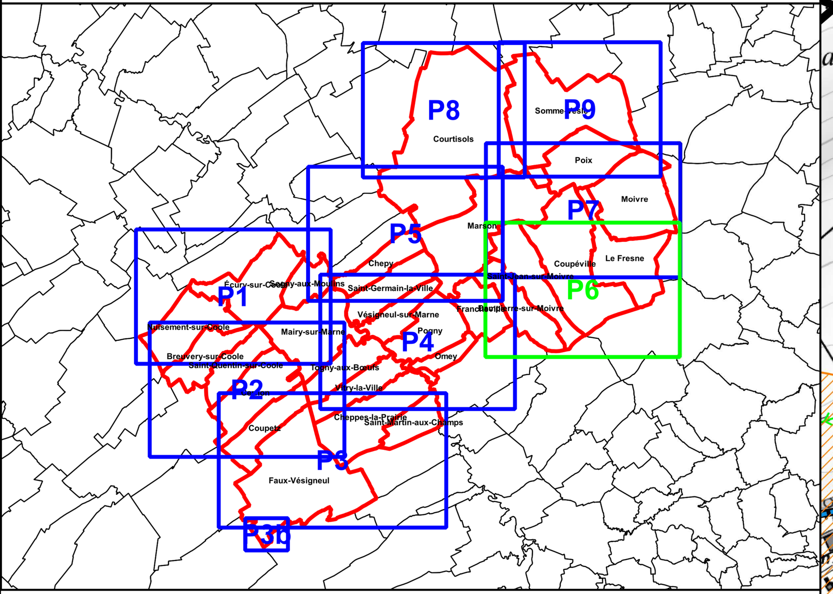
PORTER A CONNAISSANCE

Plan des servitudes

Planche 6/9

échelle: 1:10000

SERVITUDES_PAC_
CC_MOIVRE_COOLE_P6.QGS

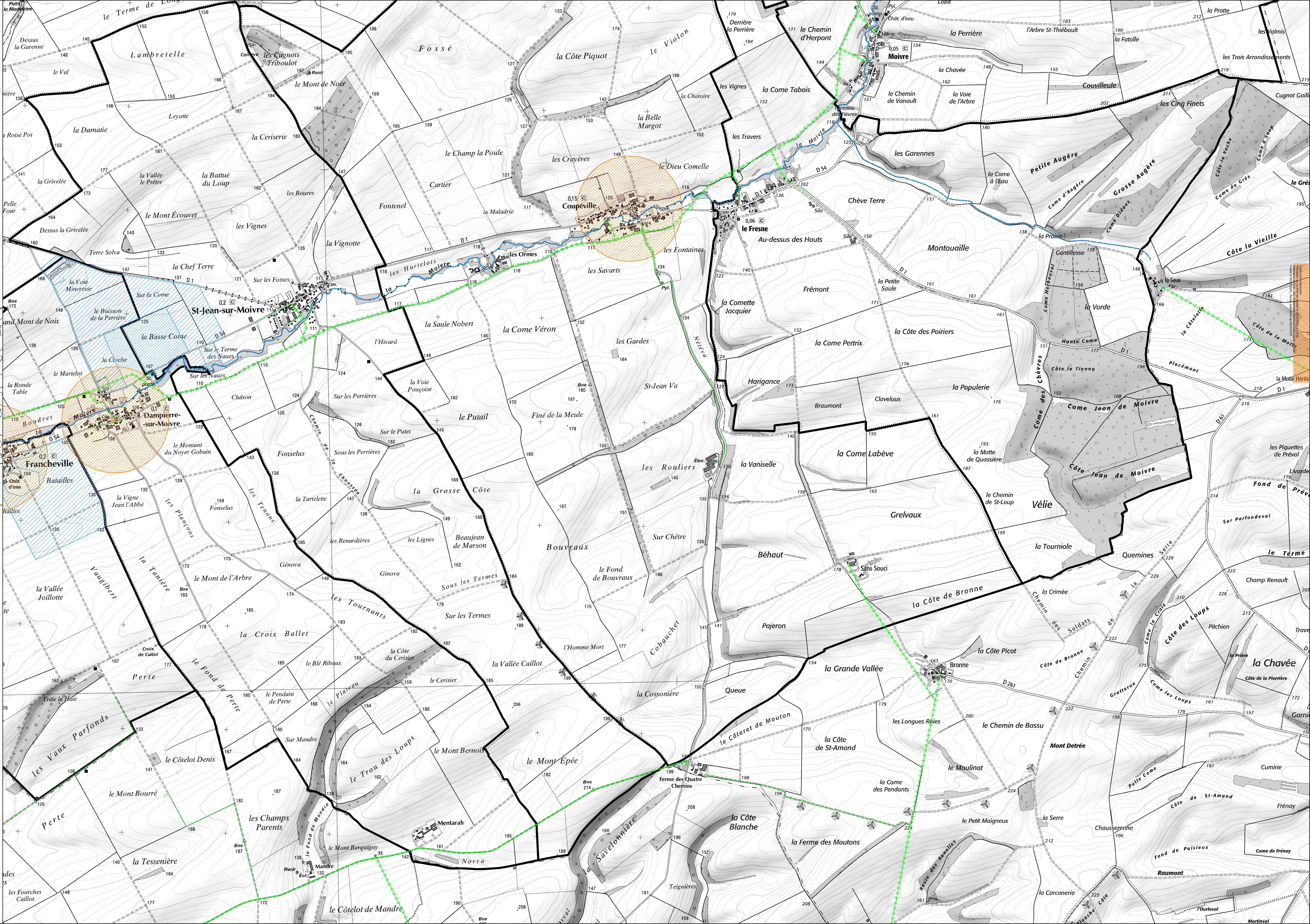


AVERTISSEMENT
Certaines servitudes ne sont pas reportées sur la carte faute de réponses des gestionnaires de la ou des servitude(s).
La présente carte n'a qu'une valeur informative.

REPRODUCTION INTERDITE
Source: ©IGN-SCAN25®

LEGENDE

	A4	Conservations des eaux - Servitudes concernant les terrains riverains des cours d'eau non domaniaux ou compris dans l'emprise du lit de ces cours d'eau
	AC1	Monuments historiques - Servitudes de protection des monuments historiques - monuments classés ou inscrits
	AC2	Protection des sites - Servitudes de protection des sites et des monuments naturels - sites classés ou inscrits
	AS1	Conservations des eaux - Servitudes résultant de l'instauration de périmètres de protection des eaux
	EL3	Navigation intérieure - Servitudes de halage et de marchepied
Non matérialisé sur le plan (cf liste SUP)	EL7	Circulation routière - Servitudes d'alignement
	EL11	Voies express et déviations d'agglomérations - Servitudes relatives aux voies express et aux déviations d'agglomérations
Non matérialisé voir planches spécifiques	I1 et I3	Canalisations de transport d'Hydrocarbures (détails cf liste SUP): I1 - Servitudes relatives à la maîtrise de l'urbanisation I3 - Servitudes d'implantation et de passage
	I4	RTE - Electricité - Servitudes relatives à l'établissement des canalisations électriques - lignes aériennes - lignes souterraines
	I4	ENEDIS - Electricité - Servitudes relatives à l'établissement des canalisations électriques - lignes aériennes - lignes souterraines
Non matérialisé sur le plan (cf liste SUP)	JS1	Jeunesse et Sports - Servitudes de protection des installations sportives
	PM1	Environnement - Servitudes résultant des Plan de Prévention des Risques Naturels prévisibles - PPRN Pour plus de détail, voir règlement(s) et plan(s) de zonage réglementaire
	PM2	Environnement - Servitudes relatives aux installations classées pour l'environnement
	PM3	Environnement - Servitudes résultant des Plans de Prévention des Risques Technologiques - PPRT
	PT 2	Télécommunications - Servitudes relatives aux transmissions radioélectriques concernant la protection contre les obstacles, des centres d'émission et de réception exploités par l'état
	T 1	Voies ferrées - Servitudes relatives aux chemins de fer
	T4 T5	Relations aériennes - Servitudes aéronautiques - Servitudes de balisage (aérodromes civils et militaires) Relations aériennes - Servitudes aéronautiques - Servitudes de dégagement (aérodromes civils et militaires)
	T 7	Relations aériennes - Servitudes aéronautiques "Servitudes à l'extérieur des zones de dégagement concernant des installations particulières" (arrêté ministériel du 25 juillet 1990 applicable sur tout le territoire national)



Copie pour impression
Réception au contrôle de légalité le 05/02/2026 à 11h36
Référence de l'AR : 051-200043438-20260122-1662_2026_p13-DE
Publié le 05/02/2026 ; Rendu exécutoire le 05/02/2026

Préfecture de la Marne

PRÉFET DE LA MARNE
Liberté Égalité Fraternité

Direction Départementale des Territoires de la Marne

Date: Juillet 2022

Plan Local d'Urbanisme Intercommunal

Communauté de Communes

DE LA MOIVRE A LA COOLE

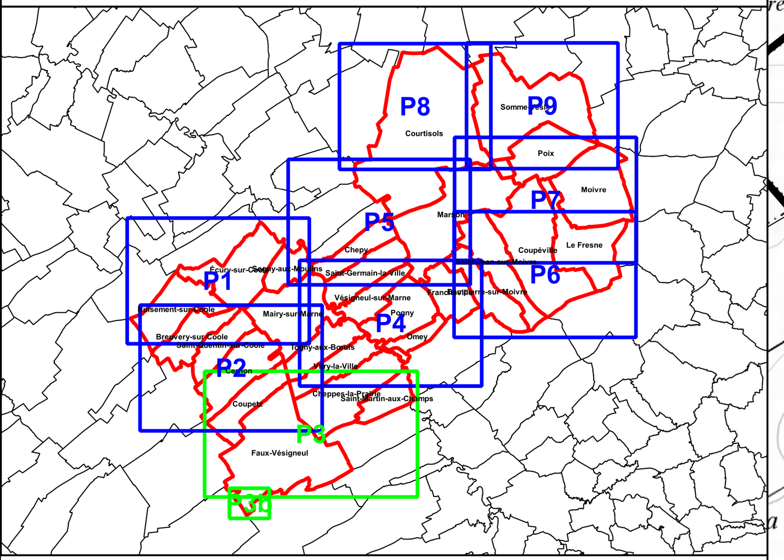
PORTER A CONNAISSANCE

Plan des servitudes

Planche 3/9

échelle: 1:10000

SERVITUDES_PAC_CC_MOIVRE_COOLE_P3.QGS


AVERTISSEMENT
Certaines servitudes ne sont pas reportées sur la carte faute de réponses des gestionnaires de la ou des servitude(s).
La présente carte n'a qu'une valeur informative.

REPRODUCTION INTERDITE
Source: ©IGN-SCAN25®

LEGENDE

- A4 — Conservations des eaux - Servitudes concernant les terrains riverains des cours d'eau non domaniaux ou compris dans l'emprise du lit de ces cours d'eau
- AC1 — Monuments historiques - Servitudes de protection des monuments historiques - monuments classés ou inscrits
- AC2 — Protection des sites - Servitudes de protection des sites et des monuments naturels - sites classés ou inscrits
- AS1 — Conservations des eaux - Servitudes résultant de l'instauration de périmètres de protection des eaux
- EL3 — Navigation intérieure - Servitudes de halage et de marchepied
- EL7 (Non matérialisé sur le plan (cf liste SUP)) — Circulation routière - Servitudes d'alignement
- EL11 — Voies express et déviations d'agglomérations - Servitudes relatives aux voies express et aux déviations d'agglomérations
- I1 et I3 (Non matérialisé voir planches spécifiques) — Canalisations de transport d'Hydrocarbures (détails cf liste SUP): I1 - Servitudes relatives à la maîtrise de l'urbanisation; I3 - Servitudes d'implantation et de passage
- I4 — RTE - Electricité - Servitudes relatives à l'établissement des canalisations électriques - lignes aériennes - lignes souterraines
- I4 — ENEDIS - Electricité - Servitudes relatives à l'établissement des canalisations électriques - lignes aériennes - lignes souterraines
- JS1 (Non matérialisé sur le plan (cf liste SUP)) — Jeunesse et Sports - Servitudes de protection des installations sportives
- PM1 — Environnement - Servitudes résultant des Plan de Prévention des Risques Naturels prévisibles - PPRN. Pour plus de détail, voir règlement(s) et plan(s) de zonage réglementaire
- PM2 — Environnement - Servitudes relatives aux installations classées pour l'environnement
- PM3 — Environnement - Servitudes résultant des Plans de Prévention des Risques Technologiques - PPRT
- PT 2 — Télécommunications - Servitudes relatives aux transmissions radioélectriques concernant la protection contre les obstacles, des centres d'émission et de réception exploités par l'état
- T 1 — Voies ferrées - Servitudes relatives aux chemins de fer
- T4 — Relations aériennes - Servitudes aéronautiques - Servitudes de balisage (aérodromes civils et militaires)
- T5 — Relations aériennes - Servitudes aéronautiques - Servitudes de dégagement (aérodromes civils et militaires)
- T 7 — Relations aériennes - Servitudes aéronautiques "Servitudes à l'extérieur des zones de dégagement concernant des installations particulières" (arrêté ministériel du 25 juillet 1990 applicable sur tout le territoire national)


Copie pour impression
Réception au contrôle de légalité le 05/02/2026 à 11h36
Référence de l'AR : 051-200043438-20260122-1662_2026_n19-DE
Publié le 05/02/2026 ; Rendu exécutoire le 05/02/2026

Préfecture de la Marne

PRÉFET DE LA MARNE
Liberté
Égalité
Fraternité

Direction Départementale des Territoires de la Marne

Date: Juillet 2022

Plan Local d'Urbanisme Intercommunal

Communauté de Communes

DE LA MOIVRE A LA COOLE

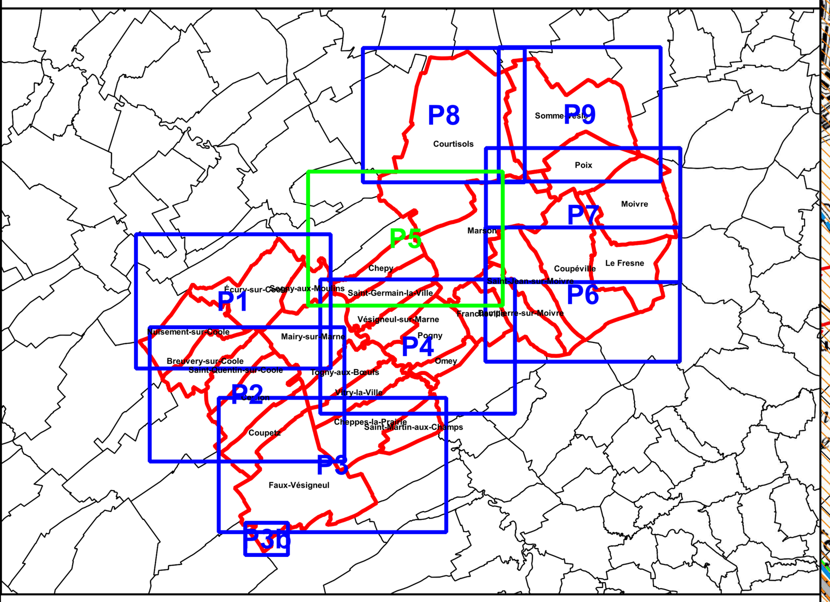
PORTER A CONNAISSANCE

Plan des servitudes

Planche 5/9

échelle: 1:10000

SERVITUDES_PAC_CC_MOIVRE_COOLE_P5.QGS

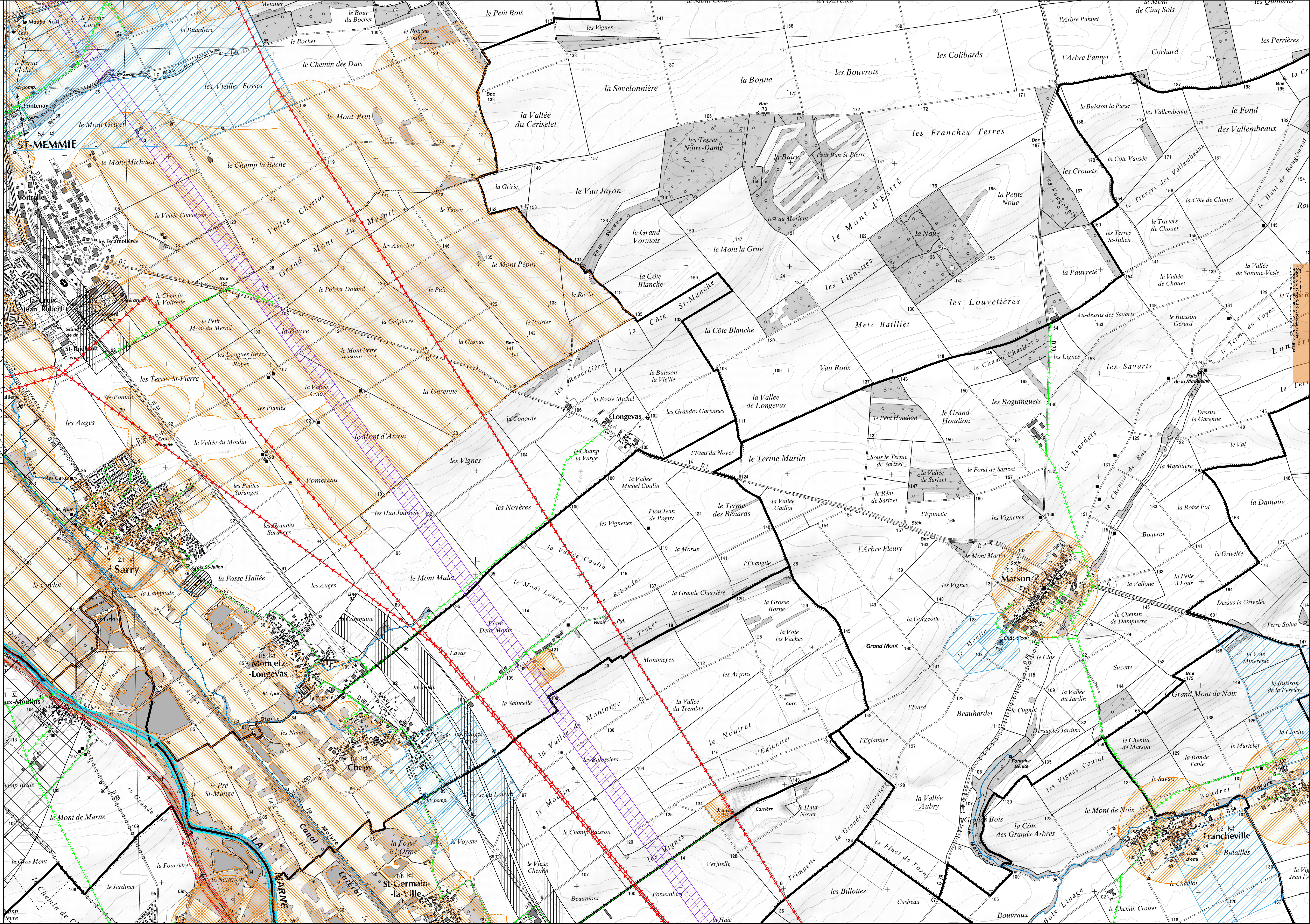


AVERTISSEMENT
Certaines servitudes ne sont pas reportées sur la carte faute de réponses des gestionnaires de la ou des servitude(s).
La présente carte n'a qu'une valeur informative.

REPRODUCTION INTERDITE
Source: ©IGN-SCAN25®

LEGENDE

	A4	Conservations des eaux - Servitudes concernant les terrains riverains des cours d'eau non domaniaux ou compris dans l'emprise du lit de ces cours d'eau
	AC1	Monuments historiques - Servitudes de protection des monuments historiques - monuments classés ou inscrits
	AC2	Protection des sites - Servitudes de protection des sites et des monuments naturels - sites classés ou inscrits
	AS1	Conservations des eaux - Servitudes résultant de l'instauration de périmètres de protection des eaux
	EL3	Navigation intérieure - Servitudes de halage et de marchepied
Non matérialisé sur le plan (cf liste SUP)	EL7	Circulation routière - Servitudes d'alignement
	EL11	Voies express et déviations d'agglomérations - Servitudes relatives aux voies express et aux déviations d'agglomérations
Non matérialisé voir planches spécifiques	I1 et I3	Canalisations de transport d'Hydrocarbures (détails cf liste SUP): I1 - Servitudes relatives à la maîtrise de l'urbanisation I3 - Servitudes d'implantation et de passage
	I4	RTE - Electricité - Servitudes relatives à l'établissement des canalisations électriques - lignes aériennes - lignes souterraines
	I4	ENEDIS - Electricité - Servitudes relatives à l'établissement des canalisations électriques - lignes aériennes - lignes souterraines
Non matérialisé sur le plan (cf liste SUP)	JS1	Jeunesse et Sports - Servitudes de protection des installations sportives
	PM1	Environnement - Servitudes résultant des Plan de Prévention des Risques Naturels prévisibles - PPRN Pour plus de détail, voir règlement(s) et plan(s) de zonage réglementaire
	PM2	Environnement - Servitudes relatives aux installations classées pour l'environnement
	PM3	Environnement - Servitudes résultant des Plans de Prévention des Risques Technologiques - PPRT
	PT 2	Télécommunications - Servitudes relatives aux transmissions radioélectriques concernant la protection contre les obstacles, des centres d'émission et de réception exploités par l'état
	T 1	Voies ferrées - Servitudes relatives aux chemins de fer
	T4 / T5	Relations aériennes - Servitudes aéronautiques - Servitudes de balisage (aérodromes civils et militaires) Relations aériennes - Servitudes aéronautiques - Servitudes de dégagement (aérodromes civils et militaires)
	T 7	Relations aériennes - Servitudes aéronautiques "Servitudes à l'extérieur des zones de dégagement concernant des installations particulières" (arrêté ministériel du 25 juillet 1990 applicable sur tout le territoire national)



Préfecture de la Marne

PRÉFET DE LA MARNE
Liberté Égalité Fraternité

Direction Départementale des Territoires de la Marne

Date: Juillet 2022

Plan Local d'Urbanisme Intercommunal

Communauté de Communes

DE LA MOIVRE A LA COOLE

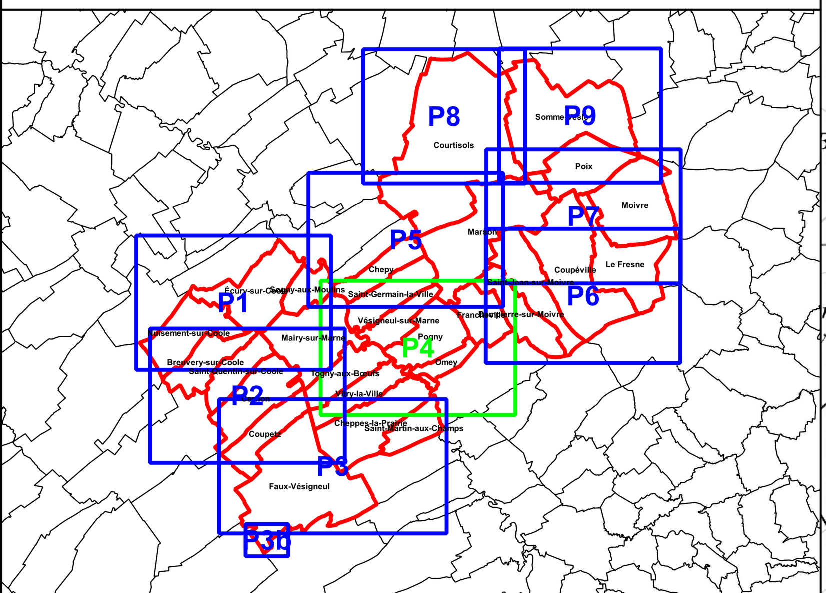
PORTER A CONNAISSANCE

Plan des servitudes

Planche 4/9

échelle: 1:10000

SERVITUDES_PAC_CC_MOIVRE_COOLE_P4.QGS



AVERTISSEMENT
Certaines servitudes ne sont pas reportées sur la carte faute de réponses des gestionnaires de la ou des servitude(s).
La présente carte n'a qu'une valeur informative.

REPRODUCTION INTERDITE
Source: ©IGN-SCAN25®

LEGENDE

	A4	Conservations des eaux - Servitudes concernant les terrains riverains des cours d'eau non domaniaux ou compris dans l'emprise du lit de ces cours d'eau
	AC1	Monuments historiques - Servitudes de protection des monuments historiques - monuments classés ou inscrits
	AC2	Protection des sites - Servitudes de protection des sites et des monuments naturels - sites classés ou inscrits
	AS1	Conservations des eaux - Servitudes résultant de l'instauration de périmètres de protection des eaux
	EL3	Navigation intérieure - Servitudes de halage et de marchepied
Non matérialisé sur le plan (cf liste SUP)	EL7	Circulation routière - Servitudes d'alignement
	EL11	Voies express et déviations d'agglomérations - Servitudes relatives aux voies express et aux déviations d'agglomérations
Non matérialisé voir planches spécifiques	I1 et I3	Canalisations de transport d'Hydrocarbures (détails cf liste SUP): I1 - Servitudes relatives à la maîtrise de l'urbanisation I3 - Servitudes d'implantation et de passage
	I4	RTE - Electricité - Servitudes relatives à l'établissement des canalisations électriques - lignes aériennes - lignes souterraines
	I4	ENEDIS - Electricité - Servitudes relatives à l'établissement des canalisations électriques - lignes aériennes - lignes souterraines
Non matérialisé sur le plan (cf liste SUP)	JS1	Jeunesse et Sports - Servitudes de protection des installations sportives
	PM1	Environnement - Servitudes résultant des Plan de Prévention des Risques Naturels prévisibles - PPRN Pour plus de détail, voir règlement(s) et plan(s) de zonage réglementaire
	PM2	Environnement - Servitudes relatives aux installations classées pour l'environnement
	PM3	Environnement - Servitudes résultant des Plans de Prévention des Risques Technologiques - PPRT
	PT 2	Télécommunications - Servitudes relatives aux transmissions radioélectriques concernant la protection contre les obstacles, des centres d'émission et de réception exploités par l'état
	T 1	Voies ferrées - Servitudes relatives aux chemins de fer
	T4 T5	Relations aériennes - Servitudes aéronautiques - Servitudes de balisage (aérodromes civils et militaires) Relations aériennes - Servitudes aéronautiques - Servitudes de dégagement (aérodromes civils et militaires)
	T 7	Relations aériennes - Servitudes aéronautiques "Servitudes à l'extérieur des zones de dégagement concernant des installations particulières" (arrêté ministériel du 25 juillet 1990 applicable sur tout le territoire national)

